

---

# *Le développement dans un contexte mondial*

---

par Jeffrey Sachs

*Le nombre des pays qui ont besoin d'une aide internationale au développement n'a jamais été aussi grand. Pourtant, de nombreuses idées fausses empêchent de bien diagnostiquer leurs problèmes. D'après Jeffrey Sachs, nous devons aller au-delà des analyses économiques classiques pour commencer à réaliser des progrès réels.*

**J**e voudrais commencer par quelques observations personnelles. Ayant reçu une formation de macroéconomiste, j'ai appris assez tôt à jouer avec les taux de change, la politique monétaire, la politique budgétaire et la politique régissant les marchés financiers pour stabiliser la situation macroéconomique. Pendant longtemps, mon rôle a consisté à aider des pays en situation d'hyperinflation à parvenir à une certaine stabilité, souvent — je suis heureux de pouvoir le dire — avec des résultats raisonnables. Mais j'ai aussi appris quelques importantes leçons au sujet des limites réelles de ces outils.

## **Le pouvoir de la géographie**

J'ai commencé ma carrière internationale en Bolivie. Le pays était tellement isolé et désespéré, je suppose, qu'il était prêt à accueillir n'importe qui. J'ai répondu à l'appel, sans savoir bien sûr dans quoi je m'engageais et sans soupçonner que cette expérience allait changer ma vie d'une manière fondamentale.

La Bolivie était et est encore un pays très pauvre. Dans les cinq années qui ont précédé 1985, le revenu par habitant a baissé de plus de 30 %. C'est une catastrophe quand on fait déjà

partie des pays les plus pauvres du monde. À mon arrivée, l'inflation des douze mois précédents avait atteint un total cumulatif de plus de 24 000 %. Ce niveau d'hyperinflation se classait alors septième parmi les taux les plus élevés jamais enregistrés dans l'histoire. Il est triste de constater aujourd'hui que de nombreux autres pays l'ont dépassé par la suite.

Je dirai, par souci de brièveté, que la Bolivie a fini par juguler son hyperinflation et a réussi à parvenir à la stabilité et même à consolider un nouveau processus démocratique, ce qui était sans précédent pour un pays qui comptait parmi les plus instables du monde.

*Ce que j'ai appris en Bolivie, c'est qu'il faut affronter des problèmes bien plus profondément enracinés avant de commencer à se soucier des taux de croissance. Je l'ai appris, non pas en consultant les manuels de macroéconomie, mais en observant la situation dans le pays.*

---

*Jeffrey Sachs est directeur du Centre de développement international de l'Université Harvard et président de la Commission Macroéconomie et Santé de l'Organisation mondiale de la santé. Il avait auparavant conseillé de nombreux gouvernements nationaux. Le texte qui suit est une version révisée et abrégée d'un discours qu'il a prononcé devant la Commission internationale de recherche et de développement à Ottawa, le 19 juin 2001.*

La Bolivie a pu retrouver une croissance économique qui assurait une augmentation annuelle du revenu individuel d'environ 2 % par an. Pour un pays très pauvre, un tel taux de croissance signifie un cheminement long et pénible pour sortir du sous-développement. En effet, en partant d'un revenu par habitant d'environ 600 \$ au moment de la stabilisation, il faudra à la Bolivie 35 ans pour atteindre 1 200 \$ et 35 autres

---

années pour parvenir à 2 400 \$. En d'autres termes, le pays peut espérer atteindre au prochain siècle le niveau de développement réalisé par les États-Unis il y a 50 ans. Ce n'est pas là un objectif très réaliste de développement.

Lorsque j'ai atterri à La Paz, je me suis rendu compte que l'aéroport se situait à 12 000 pieds au-dessus du niveau de la mer et que l'air y était beaucoup moins dense qu'ailleurs. Je me suis également aperçu qu'il s'agissait d'un pays inhabituel et que la visite du lac Titicaca, étendue d'eau la plus élevée de la planète, était une expérience peu commune. Les montagnes étaient particulièrement belles, et l'Altiplano, particulièrement austère. Je n'avais cependant pas alors la formation voulue pour envisager sérieusement les conséquences de tous ces facteurs sur le développement économique.

Nous avons pensé alors : « Eh bien, s'ils ne se sont développés que de 2 % par an, c'est parce qu'ils ont fixé le taux de change de telle ou telle manière. » Bien sûr, nous ignorions tout de la vie dans les Andes à 12 000 pieds d'altitude et nous ne nous rendions pas compte de l'incroyable difficulté qu'il pouvait y avoir à persuader Intel de venir construire une usine de semi-conducteurs dans l'Alto ou de convaincre Nike de produire des chaussures près du lac Titicaca, ou à appliquer tous les autres trucs du métier qui ont pour objet de créer des emplois, d'augmenter les exportations et de relever le revenu des pays pauvres.

La Bolivie est vraiment un pays façonné par sa géographie. Ce fait semble parfaitement évident, mais il m'a fallu 15 ans pour comprendre ce que cela voulait dire. J'ai vraiment compris très directement lorsque j'ai travaillé au Vietnam pendant une courte période. Le Vietnam avait un gouvernement affreusement corrompu, une horrible réglementation, une société civile qui ne participait pratiquement à rien, une vieille garde plutôt autoritaire et une incroyable incurie dans la gestion des entreprises d'État. Pourtant, son économie croissait à un rythme très sensiblement supérieur à celui de la Bolivie. Pourquoi? Parce que le Vietnam a une longue côte parfaitement située pour attirer les entreprises de Taïwan, de Corée et de beaucoup d'autres pays qui souhaitent fabriquer à bon compte des téléviseurs, des chaussures, des sandales, des tee-shirts et d'autres articles qui créent des emplois et des revenus.

J'ai alors commencé à comprendre que la mondialisation ne traite pas également toutes les régions du monde. J'ai aussi commencé à douter de tous les grands discours sur la gouvernance selon lesquels les choses vont mal parce que les pauvres sont incapables de bien se gouverner. Le monde a vraiment une structure très complexe et le développement est un processus beaucoup plus compliqué que la conception simpliste que nous en avons, dans laquelle tout le monde participe équitablement à la même course et tout le monde peut profiter également du même processus de mondialisation.

Plus j'en ai vu, plus j'y ai réfléchi et plus j'ai compris quel pouvoir incroyable possèdent des facteurs géographiques que

nous remarquons à peine dans nos débats professionnels. Le point le plus évident, c'est que presque tout le monde tropical est aujourd'hui pauvre. Et presque tout le monde tempéré est soit riche soit anciennement communiste. Il est vraiment difficile de vivre dans une zone tempérée, de ne pas avoir vécu sous la férule soviétique et d'être pauvre quand même. Si l'on considère le milliard de personnes qui vivent dans les pays qui, selon la Banque mondiale, ont un revenu élevé, on constate que 992 millions habitent des pays de la zone tempérée. La liste de ces pays ne compte que deux économies des tropiques : Singapour, avec ses 3 millions d'habitants, et Hong Kong. Aucune autre économie des tropiques ne figure parmi les 30 les plus riches. Je vous mets au défi de trouver un manuel de macroéconomie contenant ne serait-ce qu'une seule phrase au sujet de ce superpuissant gradient géographique qui régit le monde entier. On peut parcourir les 500 études les plus récentes sur la croissance économique. Je suis sûr que 497 d'entre elles ne mentionnent même pas la géographie une seule fois.

Si l'on considère les pays enclavés du monde, comme la Bolivie, on constate qu'ils n'ont pas beaucoup de succès, à moins d'être entourés de pays riches. Il n'y a que quelques pays enclavés qui soient riches, comme la Suisse et le Luxembourg, mais il y en a beaucoup qui sont pauvres en Amérique du Sud, dans l'Afrique subsaharienne tropicale et en Asie centrale, y compris l'Ouzbékistan, seul pays du monde qui soit doublement enclavé, car aucun des États voisins n'a accès à la mer. Il faut traverser deux frontières internationales pour atteindre un littoral!

On ne trouve pas de nombreux exemples de réussite dans ces pays. Le transport terrestre est extrêmement coûteux. Et on ne recourt au transport aérien qu'à un stade très avancé de développement économique. Si on fait ses premières armes en matière de développement économique, l'absence d'un port de mer est durement ressentie. Si vous faites le compte des régions côtières tempérées qui se trouvent à une centaine de kilomètres d'une mer, d'un océan ou d'une voie navigable, vous vous apercevrez que ces bandes de terre de la côte est et de la côte ouest de l'Amérique du Nord, du Chili, de l'Argentine, du sud du Brésil, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Chine, du Japon, de la Corée et d'Europe occidentale totalisent environ 8 % des terres habitées du monde, mais représentent près de 52 % du PIB mondial.

L'écologie, le climat, le lieu, la proximité des marchés, la proximité d'une côte ou d'une voie navigable font des différences extraordinaires dans le monde : aujourd'hui, ces facteurs régissent le processus de développement économique, mais sont peu étudiés et rarement mentionnés dans le discours public. C'est en partie parce qu'il est politiquement incorrect d'affirmer que le monde n'a pas des chances égales et en partie parce que les pays riches craignent de devoir agir ou d'accorder de l'aide s'ils reconnaissent que la richesse n'est pas seulement une question de volonté et de bon gouvernement et qu'il y a des

problèmes plus profonds à régler. C'est là une chose que les États-Unis, par exemple, ne veulent pas du tout admettre.

Considérons ce qui se passe dans l'univers de la mondialisation. La mondialisation fait un tort énorme à d'importantes régions du monde, tandis que d'autres en tirent de merveilleux avantages. Les pays riches tirent parti de la mondialisation, mais ce n'est pas en exploitant les pays pauvres. Je ne crois pas vraiment que tout, en économie, aboutit à une somme nulle. Toutefois, les pays riches ont des économies dynamiques et novatrices qui, comme Adam Smith nous l'a appris il y a plus de 200 ans, ont profité de l'expansion des marchés. Si vous produisez des biens technologiques pour un marché unifié, le rendement de l'innovation augmente avec la taille du marché. L'innovation a une propriété de base : on crée un modèle une seule fois, puis on produit à un coût marginal très inférieur à celui de l'invention ou de la découverte découlant de l'innovation. Bien entendu, plus votre marché est grand, plus votre activité innovatrice rapportera de bénéfices. Par conséquent, si vous êtes comme les États-Unis, le Canada ou l'Europe occidentale, vous profiterez la plupart du temps de la mondialisation à cause de l'expansion des marchés.

Beaucoup d'autres parties du monde en développement bénéficient également de la mondialisation. Permettez-moi de dire très clairement qu'aucun pays pauvre du monde ne peut se développer sans faire partie de l'économie mondiale. Je dois donc dire que la mondialisation, dans l'ensemble, est une condition nécessaire au développement des pays pauvres, mais je vais démontrer que cette condition est loin d'être suffisante. Quoi qu'il en soit, si l'on compte les pays pauvres qui profitent de la mondialisation, on trouve qu'ils sont quand même assez nombreux.

***Les protestataires se trompent s'ils pensent qu'avec la mondialisation, les riches s'enrichissent davantage, tandis que les pauvres deviennent encore plus pauvres. C'est beaucoup plus compliqué que cela. Certains des pauvres, comme la Chine, s'enrichissent très rapidement.***

En 1978, la Chine était un pays extrêmement pauvre. Les Chinois ont souffert pendant près de cinq siècles, passant d'une situation dans laquelle ils étaient des chefs de file mondiaux à une autre où ils comptaient parmi les plus pauvres de la terre. Depuis 1978, la Chine a la croissance la plus rapide du monde parce qu'elle était l'une des seules régions côtières tempérées de la planète à être pauvre. L'économie chinoise a pris un essor extraordinaire, avec une croissance annuelle de

9 % du PIB par habitant. C'est là un résultat presque exclusivement dû à la mondialisation. Par conséquent, si vous voulez savoir si la mondialisation peut conduire au développement, la Chine en est un exemple frappant.

Toutefois, la réussite chinoise est en réalité la réussite des provinces côtières de la Chine, dont les quelque 300 millions d'habitants connaissent l'essor le plus remarquable de l'histoire, avec des exportations annuelles qui sont passées d'environ 15 milliards de dollars en 1978 à 240 milliards de dollars l'année dernière. Par contre, dans les provinces du centre et de l'ouest de la Chine, on constate que le taux de croissance baisse systématiquement au fur et à mesure qu'on avance à l'ouest vers l'Himalaya. Il est très difficile de faire du développement dans cette région, mais beaucoup plus facile sur la côte du Pacifique. On voit donc que les gens sont de plus en plus pauvres en direction de l'ouest et que les taux de croissance diminuent jusqu'à ce qu'on atteigne les régions essentiellement pauvres de l'ouest de la Chine, où la croissance est très faible et les troubles ethniques très intenses.

On trouve le même genre de progression un peu partout dans le monde. En Europe de l'Est, la meilleure façon de prédire le succès ou l'échec de la transition postcommuniste dans une région ou un pays donné est de compter le nombre de kilomètres qui le sépare de Francfort. Cela explique la croissance rapide en Pologne, en Hongrie, en République tchèque, en Slovaquie, en Slovénie, en Croatie et en Estonie.

Les grandes sociétés sont en train de transférer leurs opérations à fort contenu de main-d'œuvre et leurs technologies normalisées vers de nouvelles usines implantées en Bohême. Des entreprises autrichiennes établissent toutes sortes de sociétés manufacturières — mobilier, acier, machines, etc. — en Slovaquie. Ce sont des exemples parfaits de mondialisation, de transfert de capitaux, de technologie et d'investissements vers des centres de production créés, au-delà des frontières nationales, dans des pays où la main-d'œuvre est bon marché. Cette circulation donne lieu à une croissance assez rapide pour réduire l'écart entre ces pays et l'Union européenne. Mais si on va plus loin vers l'est jusqu'en Moldavie, en Ukraine et dans d'autres anciennes républiques soviétiques, on ne voit pas de développement économique.

Quelques sociétés y vont pour investir ou pour produire des biens destinés au marché local. Proctor and Gamble fabrique des détergents pour le marché russe. Coca-Cola fait de l'embouteillage un peu partout dans le monde, mais personne ne va dans ces pays pour y établir des systèmes de production mondialisés comme c'est le cas en Pologne ou dans les régions côtières de la Chine. Dans ces pays, la mondialisation n'a pas provoqué une forte intensification de l'activité économique.

En Afrique, on trouve un gradient Nord-Sud très prononcé. Sauf en Libye et en Algérie, l'Afrique du Nord connaît un succès modeste, du moins en Tunisie, un peu au Maroc et, fait étonnant, beaucoup en Égypte. C'est parce que la Méditerranée met ces pays à peu de distance des ports d'Europe occidentale :

une fois qu'ils se sont ouverts, il était facile d'y établir des fabriques de vêtements et des usines de pièces automobiles pour tirer parti du coût inférieur de la main-d'œuvre. Beaucoup de touristes allemands fréquentent les plages tunisiennes, ce qui contribue à la croissance économique. Au-delà du Sahara, vers le sud, pas un seul pays de l'Afrique subsaharienne ne connaît actuellement un développement économique soutenu.

Il est probable que le pire qui puisse arriver à un pays est d'être qualifié de « grand exemple de réussite » par la Banque mondiale. C'est quasiment une garantie d'échec pour l'année suivante. La Banque mondiale fait des efforts désespérés pour trouver des exemples de réussite attribuables aux solutions bidon qu'elle préconise. Les cas de succès qu'elle trouve sont tous tellement fragiles qu'ils ont de bonnes chances de s'effondrer dans l'année qui suit. Ensuite, la Banque va à la recherche d'un autre exemple de réussite. Mais vous ne trouverez pas de pays prospères en Afrique subsaharienne. Vous me direz peut-être : « Et qu'en est-il de l'Ouganda? ». Il est vrai que l'Ouganda a un bon taux de croissance et qu'il retrouvera dans quelques années le niveau de revenu qu'il avait en 1971. C'est un pays qui est en train de réparer les dégâts de toute une génération. Quand on arrive à mettre fin à une guerre, les statistiques peuvent sembler très intéressantes pendant quelques temps, mais on ne peut pas assimiler cette situation à un développement économique énergique. Le coton pousse à nouveau après des années de privations. Bien sûr, c'est une bonne chose, mais ce n'est pas la preuve d'un développement économique soutenu.

Le même gradient géographique est présent dans les Amériques. L'ALENA produira de la croissance et de la démocratisation au Mexique. Il aidera également le Canada et les États-Unis. Je crois donc que c'est un bon exemple de commerce mutuellement avantageux. Toutefois, la croissance ne va pas bien loin au-delà de Mexico. Elle n'atteint pas le sud du pays. Il ne s'agit pas d'une lacune de l'ALENA, ce sont simplement les limites de la géographie. Le Mexique a d'importantes disparités, les États du Nord se développant à un rythme de 3 à 4 points supérieur à celui des États du Sud. Fait intéressant, les migrants clandestins qui arrivent aux États-Unis et probablement au Canada ne viennent pas du nord, mais du sud du Mexique. Ils traversent tout le pays et vont encore plus au nord. C'est ainsi que beaucoup de gens venant du Chiapas sont allés s'établir aux États-Unis ces dernières années.

En général, cela s'étend aussi à l'Amérique centrale. Le Costa Rica connaît un succès relatif, de même que le Honduras. Bien sûr, toute l'Amérique centrale profite de la fin des guerres qui ont déchiré la région pendant des décennies. Il n'y a pas de doute qu'il y a certains avantages. Les choses ne vont pas aussi bien au Nicaragua, où les ports se trouvent du mauvais côté. La pauvreté s'y maintient donc.

Mais si vous allez en Amérique du Sud, vous n'y trouverez pas aujourd'hui de développement économique. La région des

Andes, avec 130 millions d'habitants, est un vrai désastre. Au Venezuela, en Colombie, en Équateur, au Pérou, en Bolivie, vous ne trouverez pas d'exemples de réussite. Dans ce groupe, la Bolivie est le pays qui se porte le mieux, mais je sais que sa situation demeure fragile. Vous avez des régions qui subissent le fardeau de l'Altiplano, qui occasionne des frais de transport incroyablement élevés. Là, le seul avantage concurrentiel est la production de cocaïne pour le marché américain. Au lieu d'accorder aux producteurs le Prix d'entrepreneur de l'année, nous essayons plutôt de les éliminer. Il y a là un vrai problème. La lutte contre les marchés n'est jamais facile. Si vous tentez d'éradiquer le principal secteur de l'économie, vous causerez d'énormes dégâts. Cette situation a donné lieu à une corruption massive qui sape la société civile et fait des ravages dans toute la région à cause d'une demande provenant surtout du marché des États-Unis. Personne n'a une bonne solution à proposer, mais la solution américaine consistant à militariser le problème n'a pas la moindre chance de réussir. Elle ne fait que déchirer la région. Malheureusement, aucun politicien des États-Unis ne veut sérieusement réfléchir à la situation.

Même le cône Sud, constitué par la partie tempérée relativement riche de l'Amérique latine, est dans une situation précaire. L'Argentine est perpétuellement en crise. Le Chili, pays riche de la région, est actuellement un exemple de réussite sur le plan de la gouvernance et de la démocratisation, mais il ne faudrait pas sous-estimer les difficultés qu'il pourrait connaître, car, malgré une croissance économique assez élevée, le pays dépend beaucoup trop du cuivre et de l'exportation de fruits hors saison vers le marché américain. Ce ne sont pas de bonnes bases pour un développement économique à long terme.

Ainsi, la mondialisation a de profonds effets sur la planète, mais pas dans une perspective simpliste dans laquelle tout le monde profite merveilleusement de tout. Le processus est en fait très compliqué. Les régions défavorisées sont en train de perdre le peu de capital matériel et humain dont elles disposaient parce qu'il est plus facile d'aller ailleurs.

***L'Afrique envoie un grand nombre de médecins au Canada. Du point de vue de la répartition mondiale des ressources, cela est complètement irrationnel, puisqu'il n'y a presque pas de médecins en Afrique.***

Un enfant qui a une bonne alimentation ne meurt pas de la rougeole. Un enfant qui souffre de malnutrition peut facilement être emporté par cette maladie. Voilà pourquoi plus d'un million d'enfants en meurent encore chaque année.

Je n'ai pas le temps de passer en revue toute la littérature traitant du problème du développement sous les tropiques. En termes très simples, il fait très chaud dans les régions tropicales, ce qui favorise des processus biologiques propices à la transmission des maladies infectieuses et préjudiciables à la production alimentaire. La végétation luxuriante de la forêt tropicale humide n'a rien à voir avec la production de denrées alimentaires en Amazonie. Il est presque impossible d'avoir une exploitation agricole rentable en Amazonie. L'épuisement des éléments nutritifs du sol est extrêmement rapide, sauf dans certaines régions : les terres hautes, où l'épuisement est moins rapide, les terres alluviales qu'enrichit le limon charrié par les rivières et les sols volcaniques. Dans la plus grande partie du monde tropical, cependant, les températures sont élevées et il y a une minéralisation rapide de la matière organique dans le sol. Selon les agronomes et les écologistes, cela favorise des processus qui nuisent considérablement à la production alimentaire. En Afrique, qui connaît d'énormes problèmes de contrôle de l'eau et où l'irrigation est quasiment impossible, sauf dans le cadre de très petits projets de micro-irrigation, les températures élevées, la difficulté de contrôler l'eau et l'épuisement du sol s'allient pour saper la production alimentaire.

Examinons maintenant un autre aspect des tropiques. Les maladies endémiques telles que le paludisme, qui ne peut se transmettre pendant toute l'année que dans un environnement tropical, ont, en elles-mêmes, eu des effets catastrophiques sur le développement économique, le réduisant probablement de 1 % par an pendant de très longues périodes, d'après les estimations que nous avons produites à notre institut. Cette situation n'a rien à voir avec celle qui existe dans certaines parties tempérées du monde où le paludisme se manifeste pendant quelques mois de l'année, avec des taux de propagation très bas. Le paludisme permanent, douze mois par an, est un phénomène tropical. L'Afrique est d'ailleurs le siège de la forme mortelle du paludisme, qui emporte deux millions et demi de personnes chaque année.

Je voudrais passer maintenant aux conséquences de tout cela, car je ne crois pas du tout que la situation soit désespérée ou que le développement économique médiocre de nombreuses régions du monde fasse partie d'une fatalité inéluctable. Je veux en fait dire que, si nous voulons parler sérieusement de développement économique, nous devons savoir comment diagnostiquer les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Je ne crois pas que la communauté internationale ait jusqu'ici posé des diagnostics sérieux. Si elle l'avait fait, nous saurions aujourd'hui que les problèmes sont plus difficiles, plus profonds, plus persistants et plus coûteux à résoudre que nous n'aimons à le croire. Une mission de plus du Fonds monétaire international pour réduire les droits de douane, une réforme de plus de la législation régissant les marchés financiers pour attirer plus d'investisseurs étrangers ne feront pas l'affaire.

***Nous prétendons que le développement est peu coûteux, que c'est essentiellement votre faute si vous n'avez pas réussi à vous développer et que, d'une certaine façon, tous les pays tropicaux sont mal gouvernés, tandis que tous les pays tempérés ont des gouvernements exemplaires.***

### **Ce qu'il faut faire**

À mon avis, le développement économique exige de s'attaquer sérieusement à trois problèmes. D'abord, le développement social. Par « développement social », j'entends la capacité d'une société d'élever des enfants en bonne santé et de leur donner une éducation convenable. À l'heure actuelle, cela reste impossible pour une grande partie du monde. D'importantes régions de la planète ploient sous un fardeau de maladie si lourd à porter avec leurs maigres ressources qu'elles sont prises dans une spirale sans issue de maladie et de pauvreté. Sans bébés en bonne santé, il n'y a pas d'enfants à envoyer à l'école; sans enfants en bonne santé, les écoles n'ont pas de diplômés; sans adultes en bonne santé qui ne meurent pas de sida par millions, on ne peut pas avoir une main-d'œuvre solide. Beaucoup de régions du monde ne sont même pas près de satisfaire à ces très conditions de base à l'heure actuelle.

Je préside, à l'Organisation mondiale de la santé, la Commission Macroéconomie et Santé, dont le rôle est de tenter de déterminer ce qu'il en coûterait réellement pour s'attaquer aux problèmes de santé des pays les plus pauvres et de se demander honnêtement combien un pays pauvre peut se permettre d'affecter des crédits à la santé en puisant dans ses propres ressources quand il a un revenu individuel de 300 \$ par an. À mon arrivée à la Commission, nous avions des membres représentant le FMI, la Banque mondiale et d'autres organismes. Je leur ai dit : « Nous avons besoin d'un financement mondial plus important. » Ils m'ont répondu notamment : « Non, non, nous avons besoin d'une plus grande efficacité. Il faut cesser d'acheter des armes, arrêter les dépenses militaires, mettre un terme au gaspillage. » Il a fallu près d'un an pour les amener à tenir le raisonnement suivant. Supposons que nous avons affaire à un pays superbement gouverné dont le revenu individuel est de 300 \$ par an. Combien peut-il affecter à la santé? Ils ont fini par admettre qu'il serait possible, à la rigueur, de consacrer 4 % du budget à la santé parce que la capacité d'imposition dans une économie informelle est très inférieure à ce qu'elle peut être ailleurs. Aucun pays pauvre ne peut s'approcher de 8 % du PIB. Mais

supposons que notre pays n'a pas de guerre et n'a même pas de dettes, parce que nous avons cessé de parler d'allègement de la dette et avons fini par la radier. Où en sommes-nous? Avec 4 % du budget, le pays disposerait de 24 \$ par personne et par an. Essayez donc avec 24 \$ par tête de lutter contre une pandémie de sida, un paludisme holoendémique douze mois par an, une tuberculose et une diarrhée qui font des ravages, des infections respiratoires aiguës, essayez de financer des programmes d'immunisation, des soins de santé pour les mères et leurs bébés et des suppléments vitaminés. Je vous mets au défi de le faire. C'est tout simplement impossible. Voilà un autre message que certains pays riches, et particulièrement les États-Unis, ne veulent absolument pas entendre.

Je mentionne souvent les États-Unis parce que ce pays vit confortablement dans sa forteresse océanique en se félicitant d'être le plus important donateur du monde. Si les États-Unis cessaient de donner aux pays pauvres, il n'y aurait aucun développement. S'il y a une chose que le Canada devrait faire tout de suite, c'est de secouer les États-Unis en leur demandant de commencer à prendre les choses au sérieux. Il faudra le faire bien gentiment, je le sais. Personne ne veut vraiment secouer les États-Unis. Mais les États-Unis ne font rien par rapport à ce qu'ils pourraient faire.

Les États-Unis viennent d'offrir 200 millions de dollars au Fonds mondial pour la santé. Merveilleuse initiative. Mais cela revient en fait à 72 cents par Américain pour combattre la pandémie mondiale de sida. Nous avons actuellement l'équivalent de la peste noire. Le sida va tuer des dizaines de millions de personnes. Ce sera probablement la pire pandémie de l'histoire. Dans ces conditions, les États-Unis ont jugé bon de donner 72 cents par Américain. Ce n'est pas ainsi que nous assurerons le développement des pays tropicaux pauvres. Je me soucie peu de savoir combien d'autres missions le FMI enverra au Tchad : elles n'empêcheront pas un seul moustique de piquer. Le FMI fait fausse route. Il n'a rien compris et, de toute façon, ce n'est pas son travail. En fait, il n'a vraiment rien à faire au Tchad. C'est un énorme malentendu de charger le FMI de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté. Pourquoi ne pas charger l'OMS de l'application de ces programmes au Tchad? Vous voulez savoir pourquoi? C'est parce que le siège du FMI se trouve à trois rues de la Maison-Blanche et celui de l'OMS, à 5000 kilomètres de là. Si la communauté internationale avait été plus intelligente, si elle avait installé l'Organisation mondiale de la santé sur la 19<sup>e</sup> Rue et le FMI à Genève, nous aurions résolu depuis longtemps les grands problèmes de santé, parce que les présidents américains auraient compris que c'est avantageux pour leur politique étrangère de le faire. Mais ils ne comprennent pas vraiment aujourd'hui. Ils envoient les représentants du FMI organiser des colloques sur le paludisme, ce qui est à mon avis un affreux gaspillage.

La politique sociale est extrêmement coûteuse. Pour envoyer les enfants à l'école, soigner les malades et étendre

l'hygiène publique, il faudra consacrer 25 à 30 milliards de dollars de plus chaque année à l'aide à l'étranger et ce montant doit aller exclusivement aux pays à faible revenu. Il ne faudrait pas en donner au Brésil ni au Mexique. Il ne faudrait pas en donner aux pays à revenu moyen. Je sais qu'ils en ont besoin, mais pas autant que le Tchad, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la République centrafricaine, la Tanzanie ou le Malawi.

Un montant annuel de 25 à 30 milliards de dollars ferait une différence. Il représenterait en gros 0,1 % du PIB des pays donateurs. Les États-Unis donnent actuellement 0,01 % de leur PIB aux pays les moins développés, ce qui revient à 1 cent par 100 \$ de revenu. Nous pouvons nous permettre de donner plus. Les pays riches comptent un milliard d'habitants : 25 milliards représenteraient 25 \$ par habitant des pays riches. Pour vivre dans un monde humain et civilisé, ce n'est pas là un prix élevé à payer, mais nous sommes très loin de là dans mon pays. Nous aurons des manifestations et des protestations. Nous aurons beaucoup de mécontentement et des millions de morts avant de commencer à comprendre combien nous sommes riches et combien ces pays sont pauvres, avant de nous rendre compte qu'il ne suffit pas de leur servir des sermons sur la façon de bien se gouverner. On ne peut pas monter un système de santé à 5 \$ ou à 10 \$ par personne, pas même à 24 \$ par personne. Avec un tel budget, on ne peut pas engager des gestionnaires et on ne peut pas garder des médecins.

***Je ne veux pas en dire plus de la performance économique, sauf que j'y crois. Mais la performance économique est très, très loin d'être suffisante. Il est vraiment extraordinaire que nous ayons pu croire que toutes ces histoires d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale constituaient une stratégie de développement. Voilà le problème.***

Voulez-vous savoir combien la Banque mondiale a consacré à la lutte contre le sida en Afrique subsaharienne entre 1996 et 2000? Cela fait cinq ans, 49 pays africains et 10 000 discours. Combien diriez-vous que la Banque a donné... ou prêté? Elle n'a rien donné du tout. Combien a-t-elle prêté? Trente et un millions de dollars. Oui, 31 millions de dollars sur cinq ans, c'est-à-dire 6 millions par an. Le système ne fonctionne pas du tout. Et c'est principalement la faute des États-Unis qui dirigent ces institutions et qui refusent de regarder la vérité en face. La vérité, c'est que les États-Unis et tous nous autres, mais surtout les États-Unis, ne voulons pas nous trouver dans

---

l'obligation d'en faire plus. Nous ne voulons donc pas connaître la vérité.

La réforme a un second aspect, économique celui-là. Je tiens à dire que le FMI ne fait pas tout de travers. Son problème, c'est de croire que ce qu'il fait est tout à fait suffisant. C'est le plus grand problème du FMI : il pense définir le développement, alors qu'il n'en définit qu'une petite partie. C'est ce que j'ai appris. Tenir les commandes de l'économie, tourner tous ces cadrans, c'est très bien, mais ce n'est qu'une petite partie du processus global de développement.

Le troisième domaine que je veux mentionner est ce qu'on appelle la politique industrielle ou le développement sectoriel, que je désigne moi-même par développement des affaires. Le FMI, la Banque mondiale et les États-Unis ont semé la confusion, volontairement ou non, en affirmant que l'ouverture économique, la libéralisation des marchés et d'autres mesures du même genre constituent une stratégie de développement sectoriel qui permet de relancer l'agriculture, l'industrie et tout le reste. Aucun pays du monde qui a réussi ne l'a fait sans politique industrielle active. Cela est aussi vrai au Canada qu'aux États-Unis. Aucune politique industrielle strictement fondée sur un marché libre ne peut fonctionner. Les marchés sont très importants. Je crois fermement que le secteur privé est le moteur de la croissance partout dans le monde. Mais nous savons, au Canada et aux États-Unis, qu'une intervention active du gouvernement est nécessaire pour favoriser l'éducation supérieure, promouvoir les sciences et encourager des secteurs industriels particuliers. Les États-Unis ont une politique industrielle active tendant à favoriser la technologie fondée sur Internet. Nous consacrons actuellement 90 milliards de dollars par an à la recherche scientifique fondamentale. Nous faisons une promotion active du secteur privé américain de la biotechnologie. Nous faisons une promotion active de la nanotechnologie et des technologies de l'information et des communications. Nous avons une politique industrielle très élaborée. Je tiens à le mentionner parce que nous disons constamment aux autres pays : « N'établissez pas de politique industrielle. C'est du dirigisme. » Voilà donc la troisième pièce manquante. J'ai visité je ne sais combien de pays juste avant ou juste après des représentants de la Banque mondiale qui étaient venus dire aux responsables : « Surtout n'accordez aucun congé fiscal. Ne créez pas de parcs industriels, de zones franches industrielles ou de parcs scientifiques. Ce serait une mauvaise idée. Ne choisissez pas d'avance les gagnants. Et pendant que vous y êtes, évitez complètement d'avoir des gagnants! » J'ai été vraiment troublé de voir comment le FMI détruit toute chance pour les pays pauvres d'attirer des investissements étrangers pendant des années avec ce genre de politique sur le développement des affaires, alors qu'il ne connaît rien aux affaires. La spécialité du FMI, ce sont les taux de change et les budgets. Dans ce domaine, il est fort. Mais comment ose-t-il formuler des recommandations sur le développement industriel?

Je développais cet argument quand un économiste du FMI, fort gentil d'ailleurs et que j'aime vraiment bien, s'est levé pour dire : « Jeff, ce que tu dis est insensé! Tu sais, si on s'amuse à accorder des congés fiscaux, on ne fait que dilapider les recettes fiscales sans aider personne. Si chacun accordait les mêmes encouragements, personne n'en profiterait. » Je lui ai répondu : « Voilà une observation très intéressante, mais elle a un défaut : le FMI ne dirige que la moitié du monde. Et l'autre moitié accorde des congés fiscaux. Ce que fait le FMI, c'est veiller à ce qu'aucun pays sous son contrôle n'attire des investissements étrangers. Voilà ce qui se produit. » Si nous avions vraiment un régime mondial, la situation serait différente. Mais nous n'avons que cette situation folle dans laquelle Washington tente de contrôler le milieu des affaires dans ces pays depuis 20 ans, avec les résultats lamentables qu'on connaît.

Après 20 ans de prêts à l'ajustement structurel, la seule vérité incontestable au sujet de l'Afrique, c'est que le continent n'a connu aucun ajustement structurel, quoi qu'on puisse dire d'autre. En 1980, les exportations africaines se composaient à 95 % de matières premières. En 2000, les exportations se composent toujours à 95 % de matières premières. Et ce sont les mêmes matières : café, thé, sisal, caoutchouc naturel, minerai de fer venant de Mauritanie, cuivre de Zambie, diamants, hydrocarbures d'Afrique occidentale, quelques autres minerais, et c'est tout. Où est le grand centre d'exportations textiles de l'Afrique? Où est l'industrie du vêtement de Dar es-Salaam? Elle n'existe pas. Où est l'industrie de montage de composants électroniques qu'il y a en Asie? Où sont les millions de travailleurs des maquiladoras mexicaines qui ont considérablement stimulé l'industrialisation dans les années 80 et 90? Ils n'existent pas. L'ajustement structurel a fait fausse route à 100 %. Le FMI n'a créé de base pour aucune nouvelle industrie.

## Conclusion

---

Je vais essentiellement terminer là où j'ai commencé. Nous avons besoin d'une stratégie sérieuse. Nous avons besoin d'une stratégie qui reconnaisse que la mondialisation n'est ni une panacée ni une malédiction. C'est juste une réalité. Une réalité qui fera beaucoup de bien dans d'importantes régions du monde. Elle conduira des centaines et des centaines de millions de personnes — peut-être deux milliards — au développement économique. Le commerce international est un bon instrument dans ce domaine. L'investissement direct étranger est également très puissant, si on peut en obtenir. Mais tout cela ne réglera pas les difficultés de l'Afrique subsaharienne, ne résoudra pas les problèmes de la région des Andes et ne mettra pas fin à l'état de crise qui sévit dans une grande partie de l'Europe et de l'Asie. Pour y parvenir, nous devons réfléchir beaucoup plus fort. Nous devons faire des investissements massifs dans la santé, des dizaines de milliards de dollars que

---

les pays riches devront déboursier parce que les pays pauvres n'ont pas les moyens de le faire. Nous devons investir massivement dans les sciences pour trouver des solutions à la faiblesse du rendement agricole sous les tropiques. Je dois vous dire à ce sujet que tout notre groupe consultatif de recherches internationales en agriculture dispose, pour financer 18 exploitations tropicales spécialisées, d'un budget annuel qui n'atteint même pas la moitié du budget de recherche et développement de Monsanto. Nous devons donc investir sérieusement dans les sciences et la technologie pour nous attaquer aux problèmes de développement particuliers des régions tropicales.

Croyez-le ou non, je suis fondamentalement optimiste. Je crois vraiment que nous sommes tellement riches et tellement avancés sur le plan technologique par rapport à ce que nous

pouvions espérer ou imaginer il y a 100 ans, qu'avec une vision un peu humanitaire du monde, nous serions en mesure d'unir nos efforts à ceux des pays pauvres pour résoudre ces problèmes.

Je crois vraiment que le progrès technologique est à la base du bien-être matériel incroyable dont nous jouissons dans le monde riche. Je crois que des investissements semblables dans les sciences et la technologie pourraient en faire autant pour les pauvres. Le Centre de recherches pour le développement international a magnifiquement contribué en ce sens parce qu'il consacre ses efforts à la découverte de nouvelles connaissances propices au développement, et c'est là que réside la solution. Si nous parvenons à unir nos efforts dans ce but, nous pourrions vraiment réaliser un monde meilleur.